

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BEYROUTH

N° 48 – du 24 novembre au 1er décembre 2022

## ZOOM SUR :

### LES AMBITIONS DE L'ÉGYPTE DANS L'HYDROGÈNE VERT

**En Égypte, l'hydrogène produit à partir de gaz naturel (dit gris) - qui s'élève à 1,8 million de tonne par an - est utilisé majoritairement comme vecteur énergétique dans l'industrie pour :** (i) la production d'ammoniac (41%) dont en partie comme matière première pour la production d'engrais; (ii) la production d'acier (35%); (iii) les activités de raffinages (16%). L'Égypte cherche à se positionner comme une géographie appropriée pour y développer des projets d'hydrogène vert, qui au-delà des usages industriels, viseront la décarbonation des flottes de navires transversant le canal de Suez. Le Caire souhaite également en profiter pour consolider sa position de hub énergétique, en développant une filière de production d'hydrogène et de carburant vert pour l'export.

**Les autorités ont signé 16 protocoles d'accord avec des multinationales au printemps 2022 et 9 ont fait l'objet d'accord-cadre lors de la COP27** (avec les émiratis Masdar et AMEA Power, l'australien Fortescue Future Industries, le norvégien Scatec, les français TotalEren et EDF Renouvelables, l'indien ReNew Power, le britannique Globeleq et le saoudien Alfanar). Si l'ensemble de ces accords visent à terme la production théorique de respectivement 7,6 et 2,7 millions de tonnes d'ammoniac et d'hydrogène vert, pour un investissement total estimé à 83 Mds USD, ils ne constituent en aucun cas des engagements contraignants. Des décisions d'investissement définitives sont attendues dans les prochains mois/années. Le projet le plus avancé, celui développé par le consortium formé par Scatec, Fertiglobe et Orascom, a fait l'objet d'une mise en service progressive en marge de la COP27. En partie financé par un prêt de 80 M EUR alloué par la BERD, il vise la production d'ammoniac vert pour l'industrie des engrais à partir de 100 MW d'électrolyse.

**Lors de la COP27, l'Égypte a publié une première ébauche de sa stratégie hydrogène nationale.** Les autorités veulent ainsi capter 8% du marché mondial de l'hydrogène vert à l'horizon 2040. Dans une seconde phase, cette stratégie devrait répondre aux inquiétudes des développeurs : des accords de wheeling devraient être annoncés et des terrains attribués. Au-delà des énergéticiens, plusieurs États cherchent à sécuriser des volumes d'hydrogène vert dans leur entourage géographique proche, au premier titre desquels les pays européens. L'UE, qui vise l'importation de 10 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2030 dans le cadre de la stratégie *RePower EU*, a signé lors de la COP27, un protocole d'accord avec l'Égypte pour la mise en place d'un partenariat stratégique de long terme sur l'hydrogène vert.

## LE CHIFFRE À RETENIR

# 83 MDS \$

INVESTISSEMENT DANS L'HYDROGÈNE  
VERT ANNONCÉ PAR L'ÉGYPTE (COP27)

Service Économique du Caire



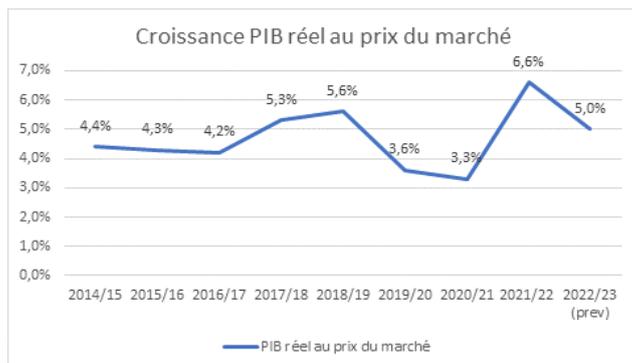
## ÉGYPTE

### 1. AMEA POWER SÉCURISE 1 MD\$ POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ÉGYPTE.

Le groupe émirati AMEA Power développe dans le cadre d'un contrat de type BOO (*build-own-operate*) un parc solaire d'une capacité de 560 MW près de Kom Ombo en Haute-Égypte, dont la mise en service est prévue pour 2024. La filiale du groupe Banque Mondiale dédiée au secteur privé, la SFI, ainsi que les banques de développement néerlandaise et japonaise FMO et JICA apporteront le financement requis de 500 M USD. AMEA Power développera également, sous format BOO, un parc éolien d'une capacité de 500 MW dans le golfe de Suez, pour une mise en service prévue en 2024. AMEA Power a sécurisé 500 M USD de financement qui seront apportés par la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC), la SFI ainsi que par trois banques commerciales (Sumitomo Mitsui Banking Corporation, Sumitomo Mitsui Trust Bank et Standard Chartered). L'électricité produite par ces nouveaux parcs à un coût hyper-compétitif (autour de 0,02/0,03 USD par KWh) sera vendue à l'*Egyptian Electricity Transmission Company* (EETC) dans le cadre de contrats d'achat d'électricité sur 25 ans. Les ambitions de développement de l'énergéticien émirati sont importantes en Égypte alors qu'AMEA Power a également signé en marge de la COP27 un protocole d'accord avec les autorités égyptiennes pour la production d'hydrogène vert dans le Canal de Suez.

### 2. HAUSSE DE 4,4% DU PIB AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2022/2023.

Selon les données préliminaires du ministère de la Planification, le PIB égyptien a progressé de 4,4 % en glissement annuel lors du premier trimestre 2022/23 (de juillet à septembre 2022). Le ministère a également révisé à la baisse sa prévision de croissance pour l'exercice en cours à 5,0 % contre 5,5 % précédemment prévu lors du projet de budget 2022/23 mais reste plus optimiste que les prévisions du FMI (4,4 %) et de la Banque mondiale (4,8 %).

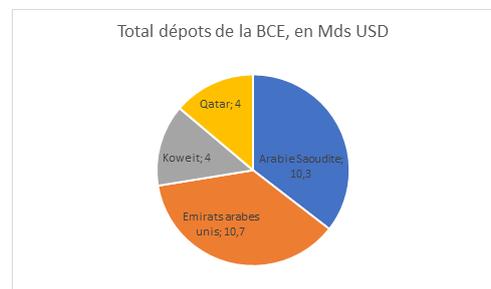


### 3. 60% DES ADULTES ÉGYPTIENS ONT ACCÈS AU SYSTÈME BANCAIRE.

Selon [le rapport de stratégie d'inclusion financière](#) de la Banque Centrale, environ 40 millions d'adultes étaient bancarisés en juin 2022 (60,6 %) contre près de 37 millions à la fin de 2021 et 17,1 millions en 2016. Environ trois millions de personnes sont entrées dans le système financier au 1<sup>er</sup> semestre 2022. Le taux d'inclusion financière - qui représente le pourcentage de citoyens de plus de 16 ans détenant un compte bancaire, un portefeuille mobile ou une carte prépayée - a augmenté de 131 % entre 2016 et 2022. La stratégie d'inclusion financière de la Banque Centrale, lancée pour la première fois en 2019, repose sur quatre piliers à savoir ; l'autonomisation des consommateurs par la sensibilisation à l'inclusion financière, la diversification des produits financiers bancaires et non bancaires, le soutien de l'écosystème des petites et moyennes entreprises et l'expansion de l'utilisation des solutions de technologie financière (*fintech*).

### 4. L'ARABIE SAOUDITE RECONDUIT SON AIDE DE 5 MDS\$ AUPRÈS DE LA BANQUE CENTRALE.

L'Arabie Saoudite prolonge d'un an son dépôt de 5 Mds USD auprès de la Banque Centrale, déposé en mars dernier au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les pays du Golfe ont déposé au total 14 Mds USD pour soutenir l'économie du pays depuis le début de l'année (dépôt de 5 Mds USD pour l'Arabie saoudite et du même montant pour les Émirats Arabes Unis et 4 Mds USD pour le Qatar), ce qui porte le total de leurs dépôts à 29 Mds USD. Ce montant comprend 5,3 Mds USD supplémentaires de dépôts à long terme de l'Arabie saoudite, qui arriveront à échéance au second semestre 2026.



## IRAK

### 1. DIPLOMATIE ÉNERGÉTIQUE IRANIENNE.

Le ministère iranien du Pétrole aurait ouvert un bureau de représentation à Bagdad afin de promouvoir la coopération entre Bagdad et Téhéran dans les domaines



du pétrole, du gaz et de l'énergie. D'autres bureaux à Bassorah et au Kurdistan devraient également être ouverts dans un avenir proche. Pour mémoire, en moyenne, plus d'un tiers de l'électricité irakienne est produite à partir de gaz iranien. L'Iran injecte également directement jusqu'à 1,2 GW d'électricité par jour dans le réseau irakien via trois lignes d'interconnexion (Khorramchahr-Bassorah, Karkha-Amarah, Mersad-Diyala). Par ailleurs, le Ministre iranien du pétrole a déclaré le 30 novembre que l'Irak avait à ce jour réglé tous les arriérés d'importation de gaz en provenance d'Iran (2,6 Mds EUR sur deux ans). Il a également souligné que les exportations de gaz de l'Iran vers l'Irak depuis le début de cette année avaient progressé de 1,5 Md m<sup>3</sup> en glissement annuel.

## 2. PROJET AUTOROUTIER AU KURDISTAN.

Le Premier Ministre du gouvernement régional du Kurdistan, Masrour Barzani, a inauguré les deuxième et troisième phases du projet de 70 kilomètres de route qui servira à relier la capitale kurde Erbil à Duhok et Souleimanieh, tout en facilitant les échanges avec les pays voisins. Ce projet autoroutier, qui s'inscrit dans le projet de réseau routier de 150 km au Kurdistan (budget total de 700 M USD, seulement couvert par des entreprises locales), est l'un des projets phares du gouvernement régional en matière de construction et de réhabilitation des infrastructures.

# IRAN

## 1. LE LOGEMENT REPRÉSENTERAIT PLUS D'UN TIERS DES DÉPENSES DES MÉNAGES EN ZONE URBAINE.

D'après le Centre national des statistiques, en 2021/2022, les dépenses mensuelles nettes moyennes d'un ménage en zones urbaines auraient augmenté de 48,8% à 925,0 M IRR (3 237,5 EUR au taux de change cambiaire moyen sur la période), **soit un rythme de progression légèrement inférieur à celui des revenus mensuels nets moyens**, de l'ordre de 53,2% à 1,1 Md IRR (3 934,8 EUR au taux de change cambiaire moyen sur la période). La composition des dépenses fait ressortir le **poids prépondérant des dépenses non-alimentaires (73% du total), en premier lieu le logement (35,8% du total)**, premier véhicule d'investissement pour se couvrir contre l'inflation. Au sein des dépenses alimentaires (27% du total), les premiers postes de dépenses concerneraient des biens importés ou issus d'intrants importés, comme la viande (5,7% du total) ou les céréales (5,4% du total). **Les revenus d'activité salariés et indépendants représenteraient près de la moitié des revenus des ménages urbains (49,1% du total), suivis des revenus locatifs (19,0% du total) et des pensions de retraite (18,8% du total).**

## 2. BAISSÉ DE 48,6% DES EXPORTATIONS DE PRODUITS PÉTROLIERS ET GAZIERS.

**D'après l'administration des Douanes, sur les sept premiers mois de l'année 2022/2023, les recettes extérieures des produits du pétrole et du gaz auraient atteint 8,5 Mds\$ (+4,2% en glissement annuel) en dépit d'une baisse de près de moitié des volumes exportés (-48,6% en glissement annuel).** Cette divergence s'expliquerait en grande partie par l'affaissement des exportations de gaz naturel, ramenées de 18,7 Mt à 3,3 Mt sur la période (-82,5% en glissement annuel) en raison du manque d'investissement dans les capacités de production et du dynamisme de la consommation intérieure, lesquels affecteraient au premier chef l'offre à la Turquie (-78,4% en glissement annuel à 1,9 Mt). L'ampleur de la baisse pourrait être quelque peu tempérée par le décalage temporel entre livraison et comptabilisation par les Douanes. La hausse des cours du gaz permettrait de contenir la perte pour les comptes extérieurs, les recettes d'exportation étant ramenées de 3,6 Mds\$ à 1,0 Md\$ (-72,2% en glissement annuel). Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, on constaterait également une division par 4,3 des volumes d'essence exportés sur la période, de 1,6 Mt à 0,37 Mt. **Malgré la concurrence accrue de la Russie, la bonne tenue des exportations du GPL doit être soulignée**, qu'il s'agisse du propane (2,3 Mds\$, +122,6% en valeur et +54,7% en volume) ou du butane (1,4 Md\$, +128,1% en valeur et +40,4% en volume), tous deux exportés à près de 99% vers la Chine

## 3. LIGNE FERROVIAIRE RACHT - ASTARA.

D'après Kheirollah Khademi, Directeur Général de la Société de construction et de développement des infrastructures de transport (INSTC), l'achèvement de la ligne de chemin de fer reliant Racht, capitale provinciale du Guilan, et Astara, ville-frontière avec l'Azerbaïdjan (164 km), requiert un investissement supplémentaire de 656 M\$, pour lequel la Russie a été sollicitée. **Selon M. Khademi, « des équipes d'experts russes ont visité le site de la voie ferrée », INSTC leur a donné « les données techniques du projet », et la Russie doit communiquer sous un mois le mode de financement souhaité (prêt intergouvernemental ou investissement conjoint).** Pour mémoire, la ligne Racht-Astara est le dernier tronçon inachevé de la ligne de chemin de fer Astara-Rasht-Qazvin, projet initié en 2005 par un MoU entre la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Iran et partie intégrante du corridor de transport international nord-sud (INSTC) supposé relier Saint-Petersbourg à Tchâbahâr et, de là, aux ports indiens. En 2017, un pont équipé d'une voie à double écartement avait été inauguré entre l'Azerbaïdjan et l'Iran, suivi de l'entrée en service du tronçon Qazvin-Racht en 2018.



## ISRAËL

### 1. LA DISTRIBUTION POLARISÉE DES SALAIRES EN ISRAËL.

En Israël, le salaire moyen dans la haute technologie est environ deux fois et demi plus élevé que dans les autres secteurs (source OCDE). Le secteur de la haute technologie contribue de deux façons à l'inégalité salariale du pays. D'une part, par la prime salariale qu'il offre vis-à-vis d'autres secteurs d'activité et d'autre part en raison de la forte dispersion des salaires entre les entreprises au sein du secteur « high tech ». La rareté des compétences et donc la concurrence d'attractivité entre les firmes « Tech » ont poussé les salaires vers le haut.

En matière salariale, Israël affiche des caractéristiques proches de celles des USA. La moitié de l'inégalité salariale globale s'explique par une inégalité salariale entre les entreprises et l'autre moitié par une inégalité salariale interne aux entreprises. En France, l'inégalité salariale globale s'explique aux deux tiers par une inégalité salariale entre entreprises mais la variance des salaires est de 0,2 alors qu'elle est de 0,4 en Israël. Cela traduit une inégalité deux fois plus forte en Israël qu'en France.

### 2. LES CHOIX DU GAZ.

La part du gaz dans l'éventail énergétique israélien était de 70% en 2021. Elle devrait croître jusqu'à 80% d'ici 2025. Cette croissance de la demande intérieure, surtout sensible pendant l'été, obère les exportations de gaz naturel vers l'Égypte alors même que la production a battu son record historique – elle était de 5,76 Mds m<sup>3</sup> au troisième trimestre 2022. La production du champ Karish qui approvisionnera rapidement le marché israélien, libérera des capacités pour l'exportation depuis le champ Léviathan. Un arbitrage devrait être rendu rapidement quant au choix du renforcement des infrastructures israéliennes d'exportations, soit un choix d'autonomie avec une plateforme flottante de liquéfaction adossée à Léviathan et autorisant l'exportation de GNL vers des pays lointains (UE, Asie), soit le choix de la pose d'un nouveau gazoduc maritime reliant Léviathan au Sinaï.

### 3. EUREKA.

Après deux ans d'interruption, la France et Israël relancent un appel à projets selon les lignes directrices de EUREKA ([www.eurekanetwork.org](http://www.eurekanetwork.org)). BPI France d'une part et Israel Innovation Authority d'autre part seront chargés d'instruire les dossiers des entreprises et/ou universités, un partenaire français et un partenaire israélien par projet. Les candidatures doivent être déposées avant le 20 février 2023 et doivent se focaliser sur la recherche de solutions innovantes technologiques ou applicatives. D'autres pays européens comme l'Italie et l'Allemagne bénéficient aussi de ce programme.

## JORDANIE

### 1. ACCORD SUR LE VERSEMENT DE LA DERNIÈRE TRANCHE DE L'AIDE AMÉRICAINE.

La Jordanie et les Etats-Unis ont signé, dimanche 27 novembre, l'accord pour le versement de la subvention budgétaire annuelle américaine d'une valeur de 845,1 M USD. Il s'agit de la dernière tranche de l'aide budgétaire promise lors du précédent *memorandum of understanding* (MoU) de cinq ans (2018 -2022). Le versement de l'aide devrait permettre un rehaussement des réserves de change de la Jordanie. Pour rappel, un nouvel MoU a été conclu en septembre dernier et porte sur un montant de 10,1 Mds USD sur sept ans dont 1,035 Md USD d'aide budgétaire (répartie entre 610 M USD d'aide directe et 75 M USD liés aux réformes économiques), 350 M USD d'aide projet ainsi que 400 M USD d'aide militaire annuellement. Henry Wooster, Ambassadeur américain en Jordanie, a déclaré qu'il s'agissait du seuil minimum et que le montant pourrait être augmenté par le Congrès.

### 2. BONNES PERFORMANCES DES EXPORTATIONS.

Selon le DoS, le déficit commercial a augmenté de +32,8 % sur les neuf premiers mois de 2022 par rapport à la même période de 2021 pour atteindre 8,1 Mds JOD (11,5 Mds USD). Cette augmentation résulte d'une hausse des importations de +36,8 % dont la valeur a atteint 14,8 Mds JOD (20,9 Mds USD) sur la période janvier-septembre 2022 due aux produits pétroliers (18 % des importations, +67,5 %), aux bijoux et pierres précieuses, aux véhicules et machines mais aussi aux céréales (+67,8 %). Quant aux exportations, elles ont augmenté de +42 % pour atteindre 6,7 Mds JOD (9,5 Mds USD) sur la même période, tirées par les vêtements (19,2 % des exportations nationales, +17,2 %), les engrais (14,8 % des exportations nationales, +80,5 %), la potasse brute (13,3 % des exportations nationales, +138 %) et le phosphate brut (9,6 % des exportations nationales, +140,6 %).

### 3. NIVEAU DES BARRAGES EN NOVEMBRE 2022.

Le Ministère de l'Eau a déclaré, samedi 26 novembre, que les barrages de la Jordanie ont reçu 624 500 m<sup>3</sup> d'eau supplémentaires grâce aux pluies de la semaine passée soit : +104 000 m<sup>3</sup> à Al-Wehda, +9 000 m<sup>3</sup> à Wadi Al-Arab, +13 900 m<sup>3</sup> à Zeqlab, +44 800 m<sup>3</sup> à Kufranja, +337 800 m<sup>3</sup> à King Talal, +35 400 m<sup>3</sup> à Wadi Shuaib et +78 600 m<sup>3</sup> à Kafrein. Cependant, les barrages du Sud de Zarqa, Ma'in, Wala, Mujib, Tanour, Lajun et Karak n'ont pas vu leur niveau augmenter. Le taux de stockage dans les barrages est d'actuellement 27 150 M m<sup>3</sup> soit 9,7 % de la capacité totale des barrages (280 759 M m<sup>3</sup>).



#### 4. HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS.

La commission de fixation des prix du ministère de l'Énergie a annoncé l'augmentation du prix de certains carburants pour le mois de décembre. Il s'agit de la première augmentation depuis le mois d'août. Le prix de l'essence 90 va connaître une hausse de 0,10 JOD pour atteindre 0,920 JOD (1,3 USD), celui de l'essence 95 de 0,15 JOD et s'élèvera à 1,17 JOD (1,65 USD). Le prix du diesel va augmenter de 0,35 JOD pour atteindre 0,985 JOD (1,39 USD). Les prix du kérosène et du gaz restent inchangés, respectivement 0,860 JOD (1,21 USD) et 7 JOD (9,9 USD).

## LIBAN

### 1. LA BANQUE MONDIALE PRÉVOIT UNE CONTRACTION DE 5,4% DU PIB EN 2022.

Dans son dernier rapport, la Banque Mondiale prévoit une contraction du PIB réel de 5,4% pour 2022, en partant du principe que la paralysie politique se poursuivra et qu'aucune stratégie de redressement financier ne sera mise en œuvre d'ici la fin de l'année. La Banque Mondiale a par ailleurs révisé ses estimations de la contraction du PIB réel pour 2021: -7%, contre 10,4% l'an dernier. Son estimation de la contraction du PIB réel pour 2020 (-21,4%) demeure inchangée.

La dépréciation continue de la livre libanaise depuis le début de la crise reflète cette « atrophie » de l'économie libanaise: -137% en 2020; -219% en 2021 et -145% sur les dix premiers mois de l'année 2022. Cela a naturellement un impact sur l'inflation des prix à la consommation: +150% en 2021; +218% en glissement annuel à juin 2022.

La Banque Mondiale relève également le paradoxe du creusement du déficit des comptes courants: 9,3% du PIB en 2020, 12,5% en 2021 et probablement bien plus en 2022, en raison de la hausse des importations et de l'augmentation des prix du pétrole. Ce déficit continue d'être financé par les réserves brutes en devises restantes à la Banque Mondiale et par une « cash economy » grandissante.

### 2. HAUSSE DU NOMBRE DE TOURISTES AU LIBAN.

D'après les données officielles, le nombre de touristes (qui inclut la diaspora libanaise) est passé de 660 000 sur les 9 premiers mois de 2021 à 1,1 million sur les 9 premiers mois de 2022, soit une hausse +70%. Cette évolution favorable, qui s'explique avant tout par la levée des restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, reste en-deçà

des prévisions des autorités libanaises (1,5 million de touristes pour la seule saison estivale, soit le niveau atteint sur les 9 premiers mois de 2018). Si l'impact macroéconomique de la progression du nombre de touristes est difficile à estimer, elle permet incontestablement de générer des surcroits d'activité dans l'hôtellerie-restauration et d'alimenter en revenus exceptionnels l'économie libanaise.

## PALESTINE

### 1. BOURSE DE PALESTINE : 304 M\$ DE BÉNÉFICES NETS.

Selon un communiqué de la Bourse de Palestine, les sociétés cotées en Bourse ont réalisé des bénéfices nets supérieurs à 304 M USD au cours des neuf premiers mois de 2022, soit une croissance de 8% par rapport à la même période de l'année dernière. 88% du nombre total de sociétés ont réalisé des bénéfices, tandis que 12% d'entre elles ont enregistré des pertes. (6,4 M USD sur les 9 premiers mois de 2022) en diminution de 15% sur la même période de 2021. Le secteur des services bancaires et financiers s'est classé premier, avec une valeur des bénéfices nets après impôts d'environ 105 M USD (+17% par rapport à la même période de 2021, suivi du secteur des services avec des bénéfices d'environ 99 M USD (+8%). Le secteur de l'assurance a réalisé la plus forte augmentation des bénéfices (+ 80% par rapport à 2021).

### 2. ENERGIE : SUBVENTION DE 6,6 M\$ DE LA NORVÈGE.

Le Président de l'Autorité de l'énergie, Dhafer Melhem, le représentant de la Norvège en Palestine, Torn Fest, et la représentante du Programme des Nations Unies pour le développement, Yvonne Healy, ont signé deux accords de subvention norvégiens d'une valeur de 6,6 M USD, en présence du Premier ministre Mohammad Ishtayyeh. Le premier accord concerne la réhabilitation de la centrale de transport d'électricité dans l'ouest de la bande de Gaza, (4,6 M USD). Le deuxième accord concerne la fourniture d'énergie solaire à 15 écoles de Jérusalem (2 M USD).

### 3. LA PALESTINE ADHÈRE À L'ACI FMA.

L'ACI FMA (ACI Financial Markets Association), lors de la réunion de son comité directeur le 16 novembre à Paris, a voté à l'unanimité l'adhésion du Comité des traders en marchés financiers en Palestine. L'ACI FMA compte plus de 9 000 membres représentant plus de 70 pays à travers le monde.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTÉE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS: [www.tresor.economie.gouv.fr/tresorinternational](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresorinternational)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION: SERVICE ÉCONOMIQUE DE BEYROUTH

RÉDACTEURS: SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

POUR S'ABONNER: [beyrouth@dtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dtresor.gouv.fr)

CREDITS PHOTO: ©SER BEYROUTH